



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-549/11

**Direktor na Direktsia «Obzhalvane i upravlenie na izpalnenieto» – grad Burgas pri Tsentralno upravlenie na Natsionalnata agentsia za prihodite
contre
Orfey Balgaria EOOD**

[demande de décision préjudicielle, introduite par le Varhoven administrativen sad (Bulgarie)]

«TVA — Directive 2006/112/CE — Articles 63, 65, 73 et 80 — Constitution d'un droit de superficie par des personnes physiques au profit d'une société en échange de services de construction fournis par cette société auxdites personnes physiques — Contrat d'échange — TVA sur les services de construction — Fait générateur — Exigibilité — Versement anticipé de la totalité de la contrepartie — Acompte — Base d'imposition d'une opération en cas de contrepartie constituée de biens ou de services — Effet direct»

Sommaire – Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 19 décembre 2012

1. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Fait générateur et exigibilité de la taxe — Versements d'acomptes avant la livraison de biens ou la prestation de services — Notion — Acompte versé en nature — Inclusion — Condition — Versement anticipé correspondant à la totalité de la contrepartie convenue — Absence d'incidence*
(Directive du Conseil 2006/112, art. 65)
2. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Fait générateur et exigibilité de la taxe — Livraisons de biens et prestations de services — Constitution d'un droit de superficie en vue de l'édification d'un bâtiment, en contrepartie de services de construction d'immeubles devant faire partie de ce bâtiment — Exigibilité de la taxe sur ces services de construction dès la constitution du droit de superficie — Admissibilité — Conditions — Vérification incombant à la juridiction nationale*
(Directive du Conseil 2006/112, art. 63 et 65)
3. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Base d'imposition — Livraisons de biens et prestations de services — Opération entre personnes liées — Faculté pour les États membres de retenir, comme base d'imposition, la valeur normale de l'opération — Contrepartie d'une opération entre personnes non liées étant entièrement constituée de biens ou de services — Réglementation nationale prévoyant comme base d'imposition la valeur normale des biens ou des services fournis — Inadmissibilité*

(Directive du Conseil 2006/112, art. 73 et 80)

4. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Fait générateur et exigibilité de la taxe — Base d'imposition — Livraisons de biens et prestations de services — Articles 63, 65 et 73 de la directive 2006/112 — Effet direct*

(Directive du Conseil 2006/112, art. 63, 65 et 73)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 35-37)

2. Les articles 63 et 65 de la directive 2006/112, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, doivent être interprétés en ce sens que, lorsqu'un droit de superficie est constitué au profit d'une société en vue de l'édification d'un bâtiment, en contrepartie de services de construction de certains biens immeubles qui se trouveront dans ce bâtiment et que ladite société s'engage à livrer clefs en main aux personnes ayant constitué ce droit de superficie, ils ne s'opposent pas à ce que la taxe sur la valeur ajoutée sur ces services de construction devienne exigible dès le moment auquel le droit de superficie est constitué, c'est-à-dire avant que cette prestation de services ne soit effectuée, dès lors que, au moment de la constitution de ce droit, tous les éléments pertinents de cette future prestation de services sont déjà connus et donc, en particulier, les services en cause sont désignés avec précision, et que la valeur dudit droit est susceptible d'être exprimée en argent, ce qu'il appartient à la juridiction nationale de vérifier.

Le fait que le droit de superficie est susceptible de s'éteindre en vertu d'une prescription extinctive prévue par la réglementation nationale est sans effet sur ladite interprétation. Dès lors que cette possibilité constitue une simple condition résolutoire au sens de l'article 90, paragraphe 1, de la directive, le fait qu'une telle condition puisse éventuellement être exercée dans le futur ne saurait remettre en cause le fait que l'opération est réalisée au moment de la constitution du droit de superficie si, à ce moment, tous les éléments pertinents de la future prestation de services sont déjà connus et donc, en particulier, les services en cause sont désignés avec précision.

Par ailleurs, aux fins de déterminer si les conditions d'exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée due sur une telle future prestation de services sont satisfaites, il importe peu de savoir si la contrepartie de cette future prestation de services constitue elle-même une opération soumise à la taxe. En effet, il suffit, pour que la taxe sur la valeur ajoutée due sur une telle future prestation de services devienne exigible, que tous les éléments pertinents de cette future prestation de services soient déjà connus et que la valeur de sa contrepartie puisse être exprimée en argent.

(cf. points 38-40, disp. 1)

3. Dans l'hypothèse où une livraison de biens ou une prestation de services n'est pas réalisée entre parties liées au sens de l'article 80 de la directive 2006/112, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, les articles 73 et 80 de ladite directive doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une disposition nationale en vertu de laquelle, lorsque la contrepartie d'une opération est entièrement constituée de biens ou de services, la base d'imposition de l'opération est la valeur normale des biens ou des services fournis.

Les conditions d'application établies à l'article 80, paragraphe 1, de la directive sont exhaustives et, partant, une législation nationale ne peut prévoir, sur le fondement de cette même disposition, que la base d'imposition est la valeur normale de l'opération dans des cas autres que ceux qui y sont énumérés.

(cf. points 47, 49, disp. 2)

4. Voir le texte de la décision.

(cf. point 54, disp. 3)